

Comité technique local du 18 décembre : la fraude fiscale sanctuarisée !!!!

Toulouse, le 18 janvier 2016

Lire notre déclaration liminaire sur notre site internet : <http://www.resoo.com/cgt31-impots-tresor/cgi-bin/resoopage.pl?1365>

Le DRFiP justifie l'attachement du gouvernement à lutter contre la fraude fiscale par la réalisation d'une demi-journée, présidée par M. Sapin et Mme Taubira et réunissant l'ensemble des numéros un de la DGFIP pour un travail collectif, avec les procureurs de la République et les procureurs généraux des cours d'appel.



Extrait du discours de François Hollande le 22 janvier 2012 au Bourget, en pleine campagne des présidentielles :

« Mais avant d'évoquer mon projet, je vais vous confier une chose. Dans cette bataille qui s'engage, je vais vous dire qui est mon adversaire, mon véritable adversaire. Il n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature, il ne sera donc pas élu, et pourtant il gouverne. **Cet adversaire, c'est le monde de la finance.** Sous nos yeux, en vingt ans, la finance a pris le contrôle de l'économie, de la société et même de nos vies. Désormais, il est possible en une fraction de seconde de déplacer des sommes d'argent vertigineuses, de menacer des Etats ».

Le DRFiP revient également sur le calendrier chargé de la fin d'année 2015 avec trois CTL qui se sont suivis : intensité du dialogue social qu'il n'hésite pas à qualifier de confrontation sociale !

Modification des Brigades de Vérification (BDV)

Le déploiement local vise à réduire, d'une part, le nombre de vérificateurs (-2A et -1IP) et, d'autre part, le nombre de brigades (suppression de la cinquième brigade).

Il y aura, demain, environ dix vérificateurs sous la coupe d'un chef de brigade.

Est-ce que cela va engendrer une baisse de la qualité de visa ou du soutien par les chefs de brigade ? La direction ne le pense pas !!! Elle ajoute même : « Que les Chefs de brigade encadrent neuf ou dix vérificateurs, nous ne sommes pas dans un séisme profond ».

Le choix a été de supprimer la 5^{ème} brigade et de répartir ses vérificateurs dans les 4 autres. Pourquoi la 5^{ème} ??? Après examen des situations RH : « car la chef de la cinquième brigade va partir à la retraite en 2016, et c'est la brigade où il y a le plus d'ALD ».

Quand la sémantique du MEDEF transpire dans la bouche des directeurs.

La direction dit qu'elle a travaillé aux premières ébauches avec les responsables de BDV, les qualifiant de « patrons » !

C'est la meilleure !!! Rappelez-vous tout le cirque que nous avait fait l'ancien DRFiP quand nous l'appelions le taulier !

La CGT a rappelé que la lutte contre la fraude fiscale ne s'arrête pas aux brigades de vérification. Le contrôle fiscal, c'est une chaîne ! Les BDV sont aussi impactées par les suppressions d'emplois dans les autres services.

Et cela rejaillit sur leur travail quotidien : beaucoup plus de tâches administratives !!!



Enquête de l'Inspection Générale des Finances (IGF) sur la perception du contrôle fiscal

Quand l'IGF mène une mission d'évaluation du contrôle fiscal en entreprise via un questionnaire, se transformant en véritable institut de sondage. **Extraits (sans commentaire) :**

- *Estimez-vous que le volume d'informations et de justifications demandé par le(s) vérificateur(s) a été proportionné aux capacités de réponse de votre entreprise ?*
- *Pouvez-vous donner une estimation du temps de travail qui a dû être mobilisé au sein de l'entreprise pour répondre aux demandes formulées par le(s) vérificateur(s) ?*
- *Estimez-vous que le(s) vérificateur(s) disposai(en)t d'une compétence technique suffisante ?*

Le DRFiP ne trouve pas totalement anormal cette enquête de l'IGF !

Règles RH :

La direction affirme qu'elle respectera les règles habituelles en la matière. Les titulaires actuels resteront titulaires. **S'il y a une arrivée de titulaire, elle viendra combler un poste vacant, puis les postes disponibles restant seront proposés aux ALD !**

Projet immobilier :

Le DRFiP découvre la « légende urbaine » des cloisons à déplacer !
Selon ses propres mots : « S'il faut déplacer des cloisons, la DRFiP déplacera des cloisons ».

Comme à son habitude, nous avons eu droit à un bon mot de la direction.

Devant notre étonnement sur le fait de confier une brigade à un ldiv en lieu et place d'un IP, la direction répond : « Au 1^{er} septembre 2016, il y aura bien 4 chefs de service pour les 4 brigades restantes. Il y aura bien 4 chefs de services très compétents en la matière. Je connais bien des ldiv qui sont bien plus forts que certains IP ».

A bon entendeur, salut ! Si jamais un IP n'est pas reconduit ... **Mais là, la direction s'enlise :** « Nous avons peut-être besoin de ses compétences ailleurs ... ».



Le DRFiP a répondu favorablement à la demande d'un « CTL spécial contrôle fiscal » avant l'été 2016.

La CGT Finances Publiques 31 a voté contre cette restructuration !!!

Vos représentants CGT Finances Publiques 31 :

Boris BEAUDOIN, Rachel TISNÉ BRISON,
Marie-Christine LAINÉ, Séverine BOLOGNESI FOURCADE.
Experts : Caroline VEGA, Jean-Jacques BERGOUGNOUX et Jean-Marc SERVEL.



Suite aux CTL des 17 et 18 décembre, la CGT Finances Publiques 31 a publié un communiqué de presse (<http://www.resoo.com/cgt31-impots-tresor/cgi-bin/resoopage.pl?1366>) qui a donné lieu à un article dans l'édition du mercredi 23 décembre du quotidien l'Humanité :

<http://www.resoo.com/cgt31-impots-tresor/cgi-bin/resoopage.pl?1369>

